
La création du lycée Grandmont à Tours (1954-1963) : l'impromptue mise en lycée de l'enseignement technique

The creation of the lycée Grandmont in Tours (1954-1963): an unplanned technical school

Cédric Perrin



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3314>

DOI : 10.4000/histoire-education.3314

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2017

Pagination : 177-197

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Cédric Perrin, « La création du lycée Grandmont à Tours (1954-1963) : l'impromptue mise en lycée de l'enseignement technique », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 147 | 2017, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3314> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3314>

© Tous droits réservés

La création du lycée Grandmont à Tours (1954-1963) : l'impromptue mise en lycée de l'enseignement technique

Cédric Perrin

Avec ses 2460 élèves, le lycée Grandmont de Tours est actuellement le plus grand établissement de l'académie d'Orléans-Tours et aussi l'un des plus grands de France. Il a pour autre particularité d'abriter une vaste section d'enseignement technique qui lui vaut auprès d'une partie de la population tourangelle le surnom de «l'usine». Il a gagné cette réputation dès sa construction, alors même que l'intégration du technique dans le nouvel établissement n'était pas acquise lors de la mise en route du projet. C'est sur cette création et la place qui y fut celle de l'enseignement technique que voudrait revenir cet article.

Ni l'histoire des lycées, ni celle de l'enseignement technique ne sont des lacunes de l'historiographie de l'enseignement. Les lycées et l'enseignement secondaire ont fait l'objet de très nombreux travaux¹. De nombreux lycées ont leur monographie. Le bicentenaire des lycées en 2002 a donné lieu à la publication de numéros spéciaux de revue et à l'organisation de colloques². De même, l'histoire de l'enseignement technique n'est plus ce «chantier déserté» qu'elle

1 Voir l'introduction de Jean-Noël Luc dans Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*, Lyon, INRP, 2005, et Philippe Marchand, «Histoire et commémoration : le bicentenaire des lycées (1802-2002)», *Histoire de l'éducation*, n° 109, janvier 2006, p. 75-117.

2 Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, op. cit. ; Thérèse Charmasson, Armelle Le Goff (dir.), *Mémoires de lycées*. Archives et Patrimoine : actes de la journée d'études du

était encore il y a un quart de siècle³. Elle s'est développée depuis de façon féconde⁴. Il reste cependant des angles morts, particulièrement au croisement de ces deux champs de la recherche historique. Les lieux et les espaces de l'enseignement et leur construction ont suscité moins de travaux, particulièrement pour le secondaire en France. Des trois degrés du primaire, du secondaire et du supérieur, l'architecture scolaire du second degré, dont celle des lycées, a été la moins étudiée⁵. Le constat s'impose encore plus fortement en ce qui concerne les lieux de l'enseignement technique. Quant à l'articulation de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique, elle reste quasiment ignorée des travaux publiés à ce jour.

L'étude du cas du lycée Grandmont permet de lever, au moins en partie, le voile sur certaines de ces zones d'ombre. L'établissement est officiellement inauguré en 1963, mais lancé dès 1954; sa création précède la vague de constructions industrielles des années 1960 qui accompagne «l'explosion scolaire»⁶. Surtout, elle retient l'attention par l'introduction du technique dans un lycée, dans un contexte où la réforme Berthoin (1959) institutionnalise la «mise en école» de l'enseignement technique en l'intégrant dans le secondaire⁷. Grandmont incarne donc cette ambition par la mise en lycée de l'enseignement technique qu'il opère. Toutefois, celle-ci n'est pas actée dès le départ. Aussi faut-il s'interroger sur les modalités et les conditions de cette intégration, chemin faisant, d'un lieu de l'enseignement technique dans la création d'un lycée.

8 juillet 2002 au Centre historique des archives nationales, Paris/Saint-Fons, Direction des Archives nationales/INRP, 2003; Philippe Savoie, Annie Bruter, Willem Frijhoff (dir.), *Secondary Education: Institutional, Cultural and Social history*, numéro spécial de la revue *Paedagogica historica*, vol. 40, n° 1-2, avril 2004.

3 Pierre Caspard, «Un chantier déserté : l'histoire de l'enseignement technique», *Formation Emploi*, n°27-28, 1989, p. 193-197.

4 Voir le bilan dressé par Philippe Marchand, «L'enseignement technique et professionnel en France, 1800-1919. Essai de bilan historiographique», *Techniques et culture*, n°45, 2005, p. 15-35, auquel on ajoutera notamment ces ouvrages publiés depuis : Guy Brucy, Fabienne Maillard, Gilles Moreau, *Le CAP : un diplôme du peuple (1911-2011)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013; Stéphane Lembré, *L'école des producteurs. Aux origines de l'enseignement technique en France (1800-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013; Guy Brucy, Florent Le Bot, Cédric Perrin, François Wassouni (dir.), *Le XX^e siècle du technique. Formation, recherche et économie*, dossier de la revue *Artefact*, n°3, 2015.

5 Anne-Marie Châtelet, Marc Le Cœur (dir.), *L'architecture scolaire : essai d'historiographie internationale*, numéro spécial de la revue *Histoire de l'éducation*, n° 102, mai 2004.

6 Selon l'expression popularisée par Louis Cros, *L'Explosion scolaire*, Paris, Comité universitaire d'information pédagogique, 1961.

7 Lucie Tanguy, «Apprentissage en entreprise et formation professionnelle en école : une mise en perspective des années 1950 aux années 1990», *Revue française de pédagogie*, n° 183, 2013, p. 28.

Les fonds des archives départementales sont une source précieuse pour écrire l'histoire des lycées⁸. Celles d'Indre-et-Loire contiennent plusieurs fonds sur les lycées tourangeaux, mais malheureusement pas sur le lycée Grandmont. En revanche, la ville ayant été l'un des partenaires majeurs de la construction, les Archives municipales de Tours conservent plusieurs cartons sur ce sujet. Ces derniers, complétés par quelques documents conservés dans les archives du lycée lui-même, constituent la source principale de cette étude⁹.

I. Un nouvel équipement pour un territoire en croissance

Au début des années 1950, la ville de Tours abrite déjà quatre établissements d'enseignement secondaire. Créé en 1807, le lycée Descartes est le plus ancien. Il scolarise les garçons et abrite les classes préparatoires aux grandes écoles. Les jeunes filles fréquentent le lycée Honoré de Balzac. Les deux lycées sont complétés par deux collèges modernes et techniques, le collège de garçons Paul-Louis Courier et celui de jeunes filles Pierre de Ronsard. Ces deux derniers établissements sont aussi les principaux lieux de l'enseignement technique dans la ville, industriel pour le premier, commercial pour le second. Dès lors, pourquoi créer un troisième lycée à Tours incluant l'enseignement technique ?

1. Dynamiques nationales et enjeux locaux

La dynamique scolaire nationale va dans le sens de l'ouverture de nouveaux établissements d'enseignement secondaire¹⁰. Leur construction est l'un des grands enjeux qui mobilisent les directions du ministère de l'Éducation nationale dans cette période. Le « baby-boom » fait augmenter la part des plus jeunes dans la population et les générations concernées commencent à arriver dans

8 Elisabeth Verry, « Les sources de l'histoire des lycées dans les fonds des archives départementales : l'exemple du Maine-et-Loire », in Thérèse Charmasson, Armelle Le Goff (dir.), *Mémoires de lycées...*, op. cit. ; Philippe Marchand, « Histoire et commémoration... », art. cit., p. 76.

9 Les documents repérés dans les inventaires des Archives nationales sont tous nettement postérieurs à la période abordée ici.

10 Antoine Prost, « Schooling and social stratification: paradoxes of the reform of middle school in 20th-century France », in Achim Lechinsky, Karl Ulrich Mayer (dir.), *The comprehensive school experiment revisited*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 1990, p. 38-61 ; repris dans Antoine Prost, *Éducation, sociétés et politiques. Une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1997, p. 84-113 (2^e éd.) ; Philippe Marchand, « Histoire et commémoration... », art. cit., p. 92 ; Jean-Michel Chapoulie, « Entre le lycée d'élite et le lycée de masse : Paul Langevin, Gustave Monod et les réformes de 1936-1939 et 1944-1950 », in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, op. cit., p. 145-158.

le secondaire dans les années 1950. Toutefois, les inscriptions dans le secondaire au cours de cette décennie progressent bien plus rapidement qu'elles ne l'auraient fait sous les seuls effets de la croissance démographique. Alors que la part des moins de 20 ans dans l'ensemble de la population française croît d'un quart entre 1954 et 1964, le nombre d'élèves du secondaire (public) augmente lui de 147 % entre les mêmes dates¹¹. Cette tendance continue et amplifie une croissance des effectifs entamée dès l'entre-deux-guerres. Il existe à l'échelle du pays, une demande sociale pour le prolongement de la scolarité et des études, que l'allongement de la scolarité obligatoire confirme plutôt qu'il ne provoque. Dès l'entre-deux-guerres, les parents sont plus nombreux à désirer que leurs enfants poursuivent des études au-delà de l'enseignement primaire obligatoire, ce dont témoignait alors la croissance des effectifs d'élèves boursiers et surtout ceux des écoles primaires supérieures (EPS)¹². Il devient donc nécessaire de construire de nouveaux établissements secondaires pour répondre à cette demande et accueillir ces nouveaux élèves plus nombreux. Par ailleurs, dans le contexte de la forte croissance économique dite des Trente Glorieuses, l'État fait de l'élévation du niveau de formation des citoyens un enjeu. Mieux former les Français répond à l'objectif de l'État keynésien modernisateur, qui s'installe après la Libération, de soutenir et d'accompagner la croissance économique¹³. Le développement de la scolarisation post-élémentaire et la politique de formation de la main-d'œuvre rappellent la place de l'enseignement technique dans ces dynamiques.

Pour la municipalité de Tours, l'enjeu est d'anticiper les effets de la croissance démographique de la ville alors que les anciens établissements tourangeaux sont saturés et vétustes au début des années 1950. Le projet s'inscrit en effet dans un territoire urbain en croissance. Tours est le chef-lieu du département d'Indre-et-Loire. Avec ses 83 618 habitants en 1954, c'est une ville moyenne à l'échelle du pays mais un pôle de l'armature urbaine régionale. Elle concentre 40 % de la population départementale et domine les autres villes (Amboise et Chinon n'ont que 6 700 habitants à la même date) et, au-delà du cadre dépar-

11 Pierre Benoist, «La gestion des lycées et l'évolution de l'administration centrale (1944-1986)», in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, op. cit., p. 444.

12 Jean-Pierre Briand, Jean-Michel Chapoulie, *Les collèges du peuple : l'enseignement primaire supérieur et le développement de la scolarisation prolongée sous la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

13 Pierre Rosanvallon, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, p. 243 et suivantes.

temental, Orléans (76 000 habitants) et Poitiers (52 000 habitants) avec qui elle entretient des rapports de concurrence pour accueillir administrations régionales, nouvelles entreprises et équipements¹⁴. À l'échelle urbaine, elle connaît une croissance spatiale (notamment vers le sud, où sera implanté le nouveau lycée) et démographique qui la place au cœur d'une agglomération en cours de formation. Elle a déjà gagné près de 3 500 habitants entre les deux recensements de 1946 et 1954, puis elle en gagne plus de 9 000 jusqu'en 1962 (pendant la construction du lycée). Les communes voisines suivent la même dynamique¹⁵. Enfin, cette croissance se fait dans une ville fortement marquée par les bombardements qui visaient les ponts de la Loire et les installations ferroviaires et dont la reconstruction donne lieu à de grandes opérations d'aménagements urbains telles que la construction du quartier du Sanitas débutée en 1954, en même temps qu'est lancé le projet d'un nouveau lycée qui s'insère donc dans une succession de constructions et d'aménagements de la ville engagée depuis l'après-guerre.

2. Une réponse à une offre locale d'enseignement saturée

L'offre locale d'enseignement¹⁶ doit faire face à la dégradation et à la saturation des quatre établissements secondaires existants. En 1954, la commission de l'instruction publique de la municipalité de Tours prévoit qu'il n'y aura déjà plus de place pour de nouveaux élèves dès la prochaine rentrée scolaire¹⁷. Les effectifs du lycée Balzac, par exemple, passent de 910 à 1 099 élèves entre 1951 et 1955. Les classes comptent plus de 40 élèves qui doivent parfois s'installer à trois par table et l'internat saturé refuse de nouvelles pensionnaires¹⁸. Les élèves du collège Paul-Louis Courier (664 en 1946) sont accueillis dans des préfabriqués installés provisoirement dans la cour après que certaines salles

14 Les établissements d'Indre-et-Loire sont dans le ressort du rectorat de Poitiers jusqu'à la création de l'académie d'Orléans-Tours en 1962.

15 Source : <http://cassini.ehess.fr/cassini/fr/html/fiche.php?select_resultat=37911> (consulté le 26 novembre 2016).

16 Gérard Bodé, Philippe Savoie (dir.), *L'offre locale d'enseignement : les formations techniques et intermédiaires, XIX^e-XX^e siècles*, numéro spécial de la revue *Histoire de l'éducation*, n°66, mai 1995.

17 Archives municipales de Tours (désormais AM Tours), 4/M/608, procès-verbaux de réunions de la commission de l'instruction publique.

18 *Le lycée Balzac de Tours. Édition d'un centenaire*, Tours, CLD, 2004, p. 106 et 153.

trop vétustes et devenues dangereuses ont dû être fermées¹⁹. Principal lieu de l'enseignement technique industriel jusqu'à l'ouverture de Grandmont, cet établissement est l'héritier de l'ancienne école primaire supérieure de garçons devenue collège moderne et technique en 1941, en même temps qu'ouvrait le centre d'apprentissage Péguy²⁰. Les quatre établissements secondaires scolaires environ 4 000 élèves vers 1950, dont près de 2 000 dans les deux collèges modernes et techniques.

Tours est la préfecture d'un département qui demeure plus rural et agricole que la moyenne nationale mais qui a néanmoins connu un développement industriel caractérisé par la présence de nombreuses petites et moyennes entreprises, par exemple des métaux autour des ateliers ferroviaires, mais aussi de quelques entreprises plus grandes, dont l'imprimerie Mame. Cet essor s'accéléra avec l'installation de nouvelles usines dans le cadre de la décentralisation industrielle. Pour les élus municipaux, ce développement industriel appelle celui de l'enseignement technique. Selon Jean Guillon, conseiller communiste, l'ouverture du lycée « constitue une des conditions les plus rapidement réalisables de l'évolution économique de la ville »²¹. Puis, le conseil municipal le considère « du plus grand secours vis-à-vis de l'installation d'usines dans Tours »²². Ces acteurs économiques sont aussi engagés dans l'enseignement technique. La Chambre de métiers, certains syndicats professionnels, des entreprises, dispensent des cours professionnels aux apprentis. Les plus nombreux suivent les cours municipaux. Mais, l'offre est insuffisante. Avant 1940, seulement 1 800 des 4 000 jeunes travailleurs de moins de 18 ans du département étaient effectivement inscrits à ces cours, pourtant rendus obligatoires par la loi Astier de 1919²³. Or, reflétant la demande locale d'enseignement technique, les effectifs d'apprentis croissent après la guerre. Ils atteignent 2 616 (dont 1 042 en ville) en 1962 pour la seule Chambre de métiers²⁴.

19 Gilbert Wycke (dir.), *Le lycée Paul Louis Courier, un établissement centenaire*, Saint-Cyr-sur-Loire, Éd. Alan Sutton, 2009, p. 91.

20 Devenu collège d'enseignement technique en 1961 et désormais lycée professionnel Albert Bayet.

21 AM Tours, 4/M/607, rapport de M. Guillon du 12 juin 1956.

22 AM Tours, 4/M/607, procès-verbal du 28 mars 1960.

23 Archives départementales d'Indre-et-Loire, 10/M/152, J. Aupetit, « L'enseignement professionnel en Indre-et-Loire », *La Dépêche*, n.d.

24 Archives nationales (désormais AN), F/17bis/20408, demandes de subventions des chambres de métiers.

Pour soulager les établissements saturés du centre-ville, la municipalité propose à l'État de créer un nouveau lieu d'enseignement dans le parc de Grandmont. Enchâssé entre les communes voisines de Joué-lès-Tours et de Saint-Avertin et le coteau de la vallée du Cher, celui-ci se présente comme un vaste espace boisé de 95 hectares dont la ville est propriétaire depuis l'entre-deux-guerres. Il tire son nom de l'ordre religieux installé à cet emplacement de 1170 à 1775²⁵. Réaménagé par l'archevêché de Tours avant la Révolution, le parc passe entre les mains de plusieurs familles bourgeoises au XIX^e siècle, dont les dernières prennent l'habitude de le louer, notamment à la ville de Tours qui finit par le racheter en 1919²⁶. Bien relié au centre-ville grâce au tramway dont l'une des lignes aboutit au pied du coteau qu'il domine, il devient vite l'un des lieux de promenade populaire privilégiés des Tourangeaux. Progressivement, les usages scolaires s'installent. La municipalité transforme l'ancien «château» en auberge de jeunesse puis une partie du parc devient un jardin pour enfants. Enfin, une fois par an, l'ensemble des élèves des écoles de la ville convergent en ce lieu pour y célébrer les «Fêtes laïques», une kermesse scolaire ponctuée de manifestations sportives qui attire un très nombreux public²⁷. La création du lycée apparaît comme la dernière étape d'un processus de municipalisation puis de scolarisation des usages de cet espace.

II. De la conception à la construction : l'insertion tardive du technique

Si la nécessité d'un nouvel établissement secondaire à Tours semble s'imposer dans l'esprit des décideurs locaux et nationaux, les contours précis du projet, et notamment la place de l'enseignement technique dans celui-ci, ne sont pas encore bien tracés en 1954.

1. Quel projet ? De l'enseignement secondaire à l'intégration du technique

La négociation du projet engage principalement deux groupes d'acteurs : la municipalité de Tours et les directions du ministère de l'Éducation nationale.

25 Martine Larigauderie, «De Grandmont à Grandmont-lès-Tours», in Cédric Perrin (dir.), *Grandmont. Un lycée, un lieu, une histoire*, Tours, Presses de Grandmont, 2013, p. 15-35.

26 Cédric Perrin, «Grandmont, du parc au lycée. Ruptures, continuité et identité d'un lieu», in Cédric Perrin (dir.), *Grandmont...*, *op. cit.*, p. 38-39.

27 25 000 personnes selon un article du quotidien tourangeau *La Nouvelle République*. Archives du lycée, coupure de presse non datée, probablement de 1961.

La création émane d'abord d'une demande locale portée par le conseil municipal de Tours. Depuis 1947, Marcel Tribut, un ingénieur passé de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) à l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR), mène une majorité composite allant des socialistes à la droite. Sur ce projet, il dispose néanmoins de l'unanimité de son conseil. Dans un rapport de 1956, Jean Guillon, qui représente le groupe communiste, évoque un choix de « l'ensemble des conseillers » ; « tout le monde étant d'accord sur l'urgence de compléter l'équipement du second degré à Tours »²⁸. Par la suite, les réserves des communistes portent davantage sur l'emplacement du lycée que sur l'établissement lui-même, et ils se montrent attentifs au sort du collège technique. Les communes voisines ne sont associées que marginalement²⁹, de même que le Conseil général dont le président convié à l'une des premières réunions (où il ne prend quasiment pas la parole) n'apparaît plus ensuite³⁰. Cependant, la cession à la ville de Tours par celle de Saint-Avertin de la partie du parc qui se trouvait sur son territoire est l'indice de l'acceptation par les municipalités périphériques de ce nouvel équipement dont leurs populations sont amenées à bénéficier, son aire de recrutement s'étendant dans leur direction.

Jusqu'à la fin des années 1950, l'administration de l'Éducation nationale reste très centralisée et la gestion des établissements, encore peu nombreux (359 lycées vers 1960), relève directement du ministère³¹. En octobre 1954, le directeur de l'enseignement du second degré, Charles Brunold, vient à Tours pour étudier avec les représentants de la municipalité la situation des établissements de la ville et envisager les possibilités qu'offrirait le site de Grandmont. Au fil des discussions qui s'ouvrent alors, le projet change progressivement d'ampleur et de nature.

Le premier projet est celui d'un internat commun aux lycées de la ville mais la circulation des élèves vers ce parc éloigné du centre pose un problème de sécurité. Municipalité et ministère s'entendent donc pour construire non pas seulement un internat mais un « lycée complet », avec premier et second cycle destiné à des élèves internes auxquels s'ajouteraient des externes venus des

28 AM Tours, 4/M/607, rapport Guillon.

29 À cet égard, la création du district urbain de Tours en 1959, bien qu'elle fût la deuxième de ce type en France, intervient trop tard pour avoir pesé dans ce projet.

30 AM Tours, 4/M/607, PV de la réunion à la préfecture du 13 janvier 1955.

31 Pierre Benoist, « La gestion des lycées et l'évolution de l'administration centrale (1944-1986) », in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens, ..., op. cit.*, p. 445.

alentours³². Brunold défend le modèle d'un lycée «de plein air», semblable à celui qui vient d'ouvrir à Talence, dans la périphérie de Bordeaux³³. À Dijon, ville moyenne comparable à Tours, l'État a fait l'acquisition (par legs) du château de Brochou pour créer un nouveau lycée avec internat ouvert à quelques externes, qui ressemble fort à ce qui est projeté à Grandmont. D'autres lycées dits «de plein air» sont créés dans la même période, par exemple celui d'Argelès-Gazost dans les Hautes-Pyrénées, construit en 1955 sur un parc de neuf hectares par l'architecte André Rémondet³⁴. Tous ces établissements s'inscrivent dans un mouvement pédagogique, hygiéniste et architectural qui a inspiré d'autres réalisations ailleurs en Europe au XXe siècle³⁵.

En octobre 1954, l'ambition est que les premiers élèves puissent entrer dans les lieux lors de la rentrée 1957. Ce calendrier n'est pas tenu car différents obstacles conduisent à préciser et à modifier les contours du projet. La création de ce lycée complet de plein air donne lieu à un réaménagement plus général du parc, avec logements et entreprises, et l'implantation d'un collège scientifique universitaire, dont le campus prolonge au sud celui du lycée. Les élus communistes se font l'écho des habitants qui regrettent la disparition du «théâtre de verdure» de leur «promenade de Grandmont»³⁶. L'étude de localisations alternatives retarde le projet au grand dam des représentants du ministère et de l'architecte qui s'impatiente, mais le 12 juin 1956, le conseil municipal vote à l'unanimité la cession de près d'un tiers du domaine à l'Éducation nationale. Le ministère prend entièrement à sa charge la construction des internats ; celle de l'externat revient à la ville, avec une subvention de l'État de 50 %³⁷.

L'inscription de l'enseignement technique dans le projet n'est nullement acquise dès l'origine. Au sein du ministère de l'Éducation nationale, le nouvel établissement est suivi par la direction de l'enseignement du second degré.

32 AM Tours, 4/M/608, réunion du 13 janvier 1955.

33 *Ibid.*

34 D'après la fiche du lycée René-Billères dans la base Mérimée : <http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/merimee_fr?ACTION=CHERCHER&FIELD_1=REF&VALUE_1=PA65000012> (consulté le 15 décembre 2016).

35 Anne-Marie Châtelet, Dominique Lerch, Jean-Noël Luc (dir.), *L'École de plein air : une expérience pédagogique et architecturale dans l'Europe du XXe siècle*, Paris, Éd. Recherches, 2003.

36 AM Tours, 4/M/607, procès-verbal de la commission générale du 12 juin 1956.

37 Elle contracte un prêt sur 30 ans de 150 millions de francs auprès de la Caisse des dépôts (*Nouvelle République*, 6 janvier 1959). À titre de comparaison, le budget municipal pour 1959 est de 2,39 milliards de francs.

L'enseignement technique dispose de sa propre direction (DET)³⁸. Avant 1960, ces deux directions bénéficient d'une très large autonomie et, en l'absence de coordination – et alors qu'elles s'adressent aux mêmes classes d'âge –, elles sont souvent en concurrence et rivaless³⁹. S'agissant, en particulier, des constructions scolaires dont la croissance est l'un des grands enjeux de la période, chacune dispose de ses propres procédures jusqu'à l'instauration d'une véritable carte scolaire dans la décennie suivante.

De fait, la DET ne manifeste longtemps aucun intérêt pour le nouveau lycée tourangeau : elle dispose de son propre réseau, selon l'organisation « verticaliste » qui va du niveau élémentaire (les centres d'apprentissage) jusqu'aux écoles d'ingénieurs au niveau supérieur⁴⁰. En janvier 1955, le secrétaire d'État à l'enseignement technique, Joseph-Pierre Lanet, se dit soucieux que le projet ne se fasse pas sans le technique, tout en rappelant que son administration a son propre calendrier et ses propres moyens. Brunold propose de ne pas l'attendre, mais avec un programme qui « ne compromet pas l'avenir de l'enseignement technique ici »⁴¹. Au printemps de l'année suivante, la DET n'a toujours pas fait connaître sa position⁴². Grandmont, projet de la direction rivale de l'enseignement secondaire, ne semble pas encore beaucoup l'intéresser. À cette date, la DET prévoit encore de « grosses réparations » du collège Paul-Louis Courier.

À l'origine, il est plutôt prévu de transférer vers le nouvel établissement les classes préparatoires du lycée Descartes, le lycée « napoléonien » du centre-ville. Cette relocalisation éviterait d'avoir à moderniser et étendre ses installations scientifiques. La lecture du premier plan de Grandmont montre la présence d'un bâtiment des classes préparatoires⁴³. Cette ambition suscite vite une levée de boucliers qui a raison du transfert. Or, entre-temps, il a aussi été décidé de transférer à Grandmont les ateliers de l'enseignement technique industriel, plutôt que d'étendre et de rénover ceux du collège Paul-Louis Courier. Grandmont ne devient donc pas le nouveau lycée des classes préparatoires, mais celui de l'enseignement technique.

38 Sur la direction de l'enseignement technique, voir : Stéphane Lembré, *L'école des producteurs*, op. cit. ; Guy Caplat, *L'inspection générale de l'enseignement technique, 1806-1980*, Paris, L'Harmattan, 2016.

39 Pierre Benoist, « La gestion des lycées... », art. cit., p. 444.

40 Guy Bruzy, *Histoire des diplômes de l'enseignement technique et professionnel, 1880-1965. L'État, l'école, les entreprises et la certification des compétences*, Paris, Belin, 1998.

41 AM Tours, 4/M/608, procès-verbal de la réunion du 13 janvier 1955 à la préfecture d'Indre-et-Loire.

42 AM Tours, 4/M/608, note de l'inspecteur général Romain Plandé, 20 avril 1956.

43 AM Tours, 4/M/606, plan d'octobre 1957.

2. L'architecture d'un projet innovant

En décembre 1955, Jean Berthoin, ministre de l'Éducation nationale, choisit Jacques Carlu, architecte à la notoriété déjà bien établie, pour mener le projet⁴⁴. Ancien élève de Victor Laloux (l'architecte de la gare et de l'hôtel de ville de Tours ainsi que de la gare d'Orsay à Paris), titulaire du grand prix de Rome en 1919, il occupe la fonction d'architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux et est également conservateur du Palais de Chaillot qu'il a réalisé avec ses confrères Louis-Hippolyte Boileau et Léon Azéma pour l'exposition internationale de 1937⁴⁵. Il est élu à l'Académie des Beaux-Arts le 10 juillet 1957 alors qu'il travaille sur les plans de Grandmont. Il conçoit également le lycée Jean Jaurès de Montreuil (ouvert en 1956) et celui de Libourne (1961) et il est nommé architecte en chef de l'Éducation nationale en 1959, alors que la première tranche de construction du lycée Grandmont est en chantier. Son intervention dans l'enseignement technique à cette occasion demeure par contre une exception.

Carlu s'adjoind deux architectes d'un cabinet tourangeau : Jean Marconnet et Michel Vallée, chargés de suivre sur place l'avancement du chantier⁴⁶. Il travaille également en liaison avec Romain Plandé, l'inspecteur général chargé des constructions scolaires, pour délimiter les contraintes et critères qui guident la conception du plan-masse et la rédaction de l'avant-projet⁴⁷. Il doit également répondre aux attentes des directions du ministère ; d'abord celle de l'enseignement du second degré, tant que celle de l'enseignement technique ne se manifeste pas. Enfin, l'architecte collabore avec les services techniques de la ville de Tours qui réalisent les nouvelles voies, les réseaux techniques et un château d'eau qui desservent le lycée et le quartier voisin de Montjoyeux. Jacques Carlu et son équipe rendent la première étape du projet en 1957. Le plan-masse est validé par le Conseil général des bâtiments de France le 9 mai puis l'avant-projet est présenté en octobre⁴⁸. De ce point de vue, la procédure

44 Arrêté ministériel du 19 décembre 1955.

45 Voir le dossier de Jacques Carlu dans la base de données du Centre d'archives de l'Institut français d'architecture, Cité de l'architecture et du patrimoine : <http://archiwebture.citechaillot.fr/pdf/asso/FRAPN02_CARJA_BIO.pdf> (consulté le 10 décembre 2016).

46 AM Tours, 4/M/606, lettre du 17 octobre 1956 de Jacques Carlu au maire de Tours.

47 AM Tours, 4/M/606, rapport explicatif de l'avant-projet, octobre 1957.

48 AM Tours, 4/M/606, plans de l'avant-projet, octobre 1957.

établie après 1959 paraît donc formaliser l'expérience des constructions antérieures, dont celle du nouveau lycée de Tours⁴⁹.

La première contrainte est celle du terrain. Il faut composer avec le relief et la présence des arbres du parc. Carlu fait le choix de construire en hauteur pour conserver les espaces verts et de grands espaces de récréation entre les bâtiments et limiter les abattages. Il faut également tenir compte d'une autre spécificité de l'établissement : sa mixité⁵⁰. Le projet de déplacer ici les internats du lycée de filles et de celui de garçons, avant d'opter pour un lycée complet, a conduit à faire de Grandmont un lycée mixte, le premier de la ville, dans une période où la mixité s'étend mais reste encore peu répandue. Toutefois, seul l'établissement est mixte. Les filles et les garçons sont dans des classes différentes. La dernière contrainte est celle du coût. Elle conduit Carlu à innover dans les méthodes de construction pour diminuer le budget d'un vaste établissement. L'ossature des bâtiments est en béton armé⁵¹. La façade est un assemblage de plaques prémoulées. Les poteaux et le chaînage sont coulés dans celles-ci. Grâce à ces innovations, l'architecte arrive à un devis estimatif de 2,2 milliards de francs dans l'avant-projet de 1957⁵². Il apparaît ainsi comme l'un des premiers à employer ce mode de construction qui se généralisa ensuite dans « la grande époque des constructions industrialisées », avant d'être critiquée du fait d'une monotonie qui contraste avec la diversité architecturale des lycées construits dans la dernière décennie du XX^e siècle⁵³.

Carlu dessine un plan en U inversé (fig. 1). Posée au nord, la base du U surplombe le coteau des rives du Cher. Elle reçoit un long bâtiment rectiligne de quatre étages avec salles de cours dans les étages et de vastes préaux en rez-de-chaussée, qui ressemble beaucoup aux précédentes réalisations de Carlu (par exemple à Montreuil). Pour éviter de les dédoubler en raison de la mixité, les équipements spécifiques, comme les salles de sciences (qui serviront aussi à l'enseignement technique une fois le lycée achevé), sont placés au centre de

49 Sur ces procédures, voir Antoine Prost, « Jalons pour une histoire de la construction des lycées et collèges », dans Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, op. cit., p. 465.

50 Sur ce point, voir Cédric Perrin, « Grandmont, du parc au lycée », art. cit., p. 59.

51 Sur cet aspect, voir Aleyda Resendiz-Vazquez, *L'industrialisation du bâtiment. Le cas de la préfabrication dans la construction scolaire en France (1951-1973)*, thèse de doctorat, CNAM-CDHTE, 2010. En ligne : <<https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-00554230>> (consulté le 3 février 2017).

52 AM Tours, 4/M/606, devis estimatif sommaire, 7 novembre 1957.

53 Antoine Prost, « Jalons pour une histoire de la construction des lycées et collèges », art. cit., p. 460; Aleyda Resendiz-Vazquez, *L'industrialisation du bâtiment*, op. cit.

ce bâtiment, de telle sorte qu'ils peuvent servir alternativement aux classes de filles et de garçons, que l'architecte prévoit de disposer de part et d'autre. Le déploiement des salles à l'intérieur de ce long bâtiment facilite les circulations. La longueur du bâtiment est donc une réponse architecturale à la « mixité » : elle permet la cohabitation des sexes dans le même établissement mais sans mixité des classes. Les ailes est et ouest sont celles des internats masculins et féminins. Entre les deux pointes du U, Carlu inscrit le petit bâtiment de la loge et celui, plus imposant, du réfectoire, de l'infirmerie et du gymnase. Une dernière annexe abrite la chaufferie au charbon.

À cette date, l'insertion de l'enseignement technique n'est toujours pas tranchée et les ateliers n'apparaissent pas encore sur ce premier plan-masse. C'est l'évolution, en cours de projet, du contexte institutionnel et politique, tant national que local, qui scelle le sort du technique à Grandmont et conduit à faire évoluer le projet architectural en conséquence.

3. L'insertion du technique face aux enjeux politiques nationaux et locaux

Après qu'il a rendu ses plans à l'automne 1957, Carlu bataille avec la rue de Grenelle afin de débloquer les crédits nécessaires pour démarrer les travaux dès janvier 1958. Mais, à cette date, René Billères, qui a remplacé Jean Berthoin à l'Éducation nationale en février 1956, pose de nouvelles contraintes à l'architecte et à la municipalité⁵⁴. Le ministre fait savoir qu'il ne dispose pas du budget nécessaire. Le premier projet de construction de Grandmont, auquel se serait ajoutée la rénovation du collège technique, est devenu trop coûteux. Il demande à l'architecte de faire baisser les coûts. Enfin, il faut désormais « unir le plus possible les différents ordres d'enseignement »⁵⁵, c'est-à-dire le secondaire et le technique, selon un mot d'ordre qui s'inscrit dans le prolongement des débats anciens sur l'école unique et des propositions du plan Langevin-Wallon⁵⁶.

Le projet s'en trouve sensiblement reconfiguré. La cité scolaire Grandmont devient un grand lycée classique, moderne *et* technique. L'Éducation nationale préfère construire de nouveaux locaux de l'enseignement technique à Grandmont plutôt que de financer la rénovation des ateliers anciens du collège Paul-Louis

54 AM Tours, 4/M/608, compte rendu de la visite au ministère de l'Éducation nationale du 11 janvier 1958.

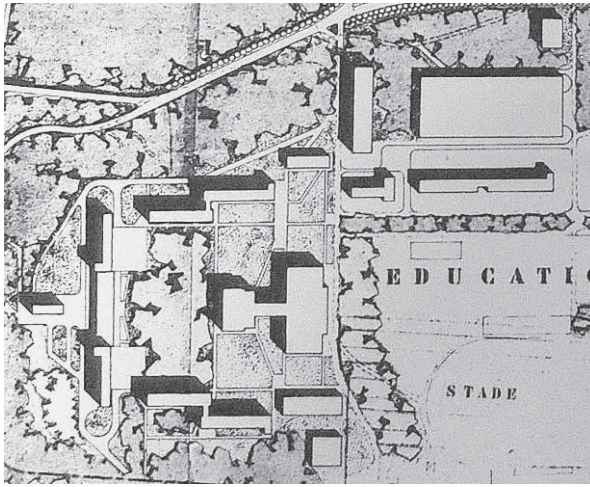
55 *Ibid.*

56 Laurent Gutierrez, Pierre Kahn (dir.), *Le plan Langevin-Wallon. Histoire et actualité d'une réforme de l'enseignement*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2016.

Courier. Alors qu'il était question initialement de transférer les classes préparatoires, c'est finalement l'enseignement technique qui est déplacé à Grandmont. Jean Berthoin retrouve le portefeuille de l'Éducation nationale en juin 1958. Sa réforme de 1959 marque une étape importante dans la scolarisation de l'enseignement technique. L'organisation en ordres parallèles, autonomes et verticaux (le primaire, le secondaire et le technique) laisse la place à une organisation horizontale de la scolarité en degrés successifs. L'enseignement technique devient une filière du second degré. Dès lors, le transfert, amorcé avant le retour de Jean Berthoin au ministère, des ateliers du collège Courier vers un grand lycée d'enseignement secondaire va tout à fait dans le sens de l'évolution portée par le ministre.

Cette réforme de l'enseignement de 1959 ne passe pas sans réticence au sein même de la majorité gouvernementale de droite au cours des années suivantes. Alors que le général de Gaulle, avec l'aide de son conseiller Jacques Narbonne, y est très favorable, une partie de la droite, dont Georges Pompidou, agrégé de lettres et Premier ministre à partir de 1962, se montre très attachée à la défense des humanités classiques. À l'échelle de la ville, le projet subit aussi les conséquences du changement de majorité aux élections municipales de mars 1959. Porté par un contexte national favorable à la droite après l'adoption par referendum de la Cinquième République (lui-même devient député lors des législatives de novembre 1958) et profitant de la dissolution du compromis municipal qu'avait incarné Marcel Tribut durant quasiment toute la Quatrième République, Jean Royer emporte la mairie. Le nouveau député-maire, ancien instituteur puis professeur d'histoire-géographie en collège, très conservateur, impose un style autoritaire. Alors que le sujet n'avait pas paru au premier plan lors de la très courte campagne électorale, il convoque une réunion le 30 juin 1959 pour renégocier le projet et provoque l'inquiétude du ministère et du recteur⁵⁷. Cependant, alors que le chantier est en cours, sa marge de manœuvre est limitée. Il apporte en particulier son soutien à l'association des parents d'élèves des lycées du centre-ville et au proviseur du lycée Descartes qui ne veulent pas du transfert des prestigieuses classes préparatoires vers le nouveau lycée. Le proviseur proteste contre ce «découronnement» qui attenterait à l'identité de son établissement. Le recteur André Loyen cède et les classes préparatoires restent dans l'ancien lycée du centre-ville fréquenté par

57 AM Tours, 4/M/608, procès-verbal de la réunion du 30 juin 1959.



Ill. 1 : extrait d'un plan d'ensemble de 1962

Source : AM Tours, 4/M/606.

les enfants de la bourgeoisie tourangelle. En revanche, celle-ci ne s'émeut pas du départ en périphérie des ateliers de l'enseignement technique que ses garçons ne fréquentent pas.

Pour incorporer l'enseignement technique, Jacques Carlu dessine dans la partie sud du lycée deux longs bâtiments semblables à ceux du premier plan et celui, massif, des ateliers (Ill. 1). Cet ensemble, désigné sur le plan comme une École nationale d'enseignement technique, est séparé du reste de la cité scolaire par la nouvelle avenue de Sévigné, percée dans le parc, qui en coupe l'enceinte en deux; un souterrain devant permettre de passer de l'une à l'autre, soit de l'externat et des internats aux ateliers de l'enseignement technique. Venu se greffer sur un lycée classique et moderne, la construction de la partie technique en reprend les codes, plus qu'elle ne propose une architecture originale inspirée de l'humanisme technique.

Le lycée est prêt à accueillir ses 600 premiers élèves le 15 septembre 1959. M^{lle} Maye, détachée de l'administration du lycée Balzac, fait fonction de directrice et gère la période de transition jusqu'à l'ouverture officielle. Le chantier achevé, la « cité scolaire de Tours-Grandmont, [...], cité scolaire technique, classique et moderne » ouvre officiellement en 1963⁵⁸. Le ministre désigne alors un proviseur (André Charpentier), un homme ainsi que tous ceux qui lui

58 Archives du lycée Grandmont, courrier du 28 juin 1963 du ministre de l'Éducation nationale au recteur de l'académie d'Orléans.

succéderont après son départ en 1972. Le plafond de verre est bien présent aussi dans l'administration de l'Éducation nationale qui ne conçoit pas de placer une femme, autrement que dans des fonctions transitoires, à la tête d'un si grand établissement.

III. Aux origines de «l'usine»

Voulu par l'ancienne majorité de centre gauche, contesté – au moins en partie – par la nouvelle municipalité conservatrice qui relaie les craintes de son électorat, le nouveau lycée bouscule l'opinion locale. Très grand lycée, mixte, à l'architecture particulière et nouveau berceau de l'enseignement technique, il devient rapidement, pour les Tourangeaux, «l'usine».

1. La naissance d'un «monstre»

Dès lors que la décision est actée de construire dans le parc Grandmont un véritable lycée et non seulement un internat, la capacité d'accueil de l'établissement ne va cesser de croître. La taille imposante de l'établissement qui se profile devient un argument contre lui, utilisé notamment au sujet du déplacement de l'enseignement technique. Car si les parents d'élèves des anciens lycées du centre-ville (mobilisés contre le départ des classes préparatoires) ne se préoccupent guère du transfert du technique à Grandmont, celui-ci est néanmoins contesté, notamment par le principal de Paul-Louis Courier qui perd ses ateliers dans l'opération.

En janvier 1955, le lycée est prévu pour accueillir 1 400 pensionnaires. Dès le mois d'octobre, la jauge est remontée à 1 820 élèves, dont 1 015 garçons et 805 filles⁵⁹. Au mois de juin de l'année suivante, un nouveau rapport mentionne 2 000 élèves, qui proviendraient de la ville de Tours, mais aussi de communes plus éloignées du département, voire des départements voisins⁶⁰. Dans le même temps, le périmètre du projet croît également. Dès qu'il est nommé, Jacques Carlu demande au maire de disposer d'une superficie plus importante⁶¹, qui atteint finalement 35 hectares en 1960. Enfin, en intégrant le technique aux côtés de l'enseignement classique et moderne, ainsi que le souhaitait René

59 AM Tours, 4/M/608, document de travail de l'inspecteur R. Plandé, 24 octobre 1955.

60 AM Tours, 4/M/607, rapport non signé du 12 juin 1956.

61 AM Tours, 4/M/607, lettre de Jean Carlu du 23 décembre 1955 et note du service de la voirie de la ville de Tours.

Billères en 1957, le nouveau lycée doit pouvoir accueillir jusqu'à 3 000 élèves. La capacité d'accueil prévue est donc doublée en quelques années. Lors de la rentrée de 1963, celle de l'inauguration officielle, le lycée reçoit 2 262 élèves. À titre de comparaison, chacun des quatre anciens établissements secondaires tourangeaux scolarisent à la même date autour de 1 000 élèves. Le nouveau lycée en a donc deux fois plus et son ouverture marque clairement un changement d'échelle que certains de ses détracteurs jugent opportunément monstrueux, particulièrement lorsqu'il s'agit de critiquer l'implantation, en ce lieu, de l'enseignement technique.

Si la construction d'un aussi grand lycée n'est pas unique, elle reste assez rare et impressionne, à Tours comme à Paris. Au sein de la direction de l'enseignement du second degré, qui porte le projet depuis le départ, certains se sentent débordés par une construction qui va progressivement bien au-delà de ce qui était envisagé en 1954. Lors de la réunion du 30 juin 1959, M. Buisset, inspecteur général du second degré, craint que le nouvel établissement ne puisse plus être «manœuvrable»⁶². Le recteur Loyen, qui n'a pourtant encore aucun pouvoir en matière de construction⁶³, exprime également des réserves car il estime que «la vie ne devient plus concevable à partir d'un certain effectif». Il manifeste ainsi une attention encore rare à la vie scolaire, certainement sous-estimée par les décideurs en cette période de construction industrielle⁶⁴.

Le débat se focalise sur l'opportunité de joindre le technique au lycée mixte classique et moderne. Le recteur cite l'exemple d'un autre établissement de l'académie, à Angoulême, qui comprenait une section d'enseignement technique et qui a dû être scindé en deux car, selon lui, «nous arrivions à un monstre de 2 500 élèves»⁶⁵. Monstre, le mot est lâché et il est repris par le principal du collège Paul-Louis Courier. Alors qu'il espérait obtenir une rénovation des ateliers, il doit y renoncer avec le départ de l'enseignement technique vers le site de Grandmont. Il tente de s'y opposer en arguant, lui aussi, que les «gros établissements» comme celui que le ministère s'apprête à ouvrir à Grandmont en intégrant le technique au lycée classique et moderne, sont «des monstres». Son collège est en effet en première ligne dans ce redéploiement puisque c'est

62 AM Tours, 4/M/608, procès-verbal de la réunion du 30 juin 1959.

63 Pierre Benoist, «La gestion des lycées...», art. cit., p. 445 et suivantes.

64 Maurice Mazalto, *Architecture scolaire et réussite éducative*, Paris/Lyon, Fabert, 2007.

65 AM Tours, 4/M/608, procès-verbal de la réunion du 30 juin 1959.

l'enseignement technique industriel, avec les filières des métaux et de l'électricité notamment, qui est concerné. L'enseignement commercial reste en revanche attaché au collège Ronsard⁶⁶. Le technique est mis en tension par la conservation d'une position géographiquement et symboliquement centrale d'une part et le besoin d'espaces pour étendre et moderniser les ateliers d'autre part. L'enseignement supérieur se trouve pris dans le même dilemme dans cette période avec l'ouverture de campus en périphérie des villes.

Alors que le secondaire semble douter face à l'ampleur prise par le projet, c'est, presque paradoxalement, puisqu'elle s'en est longtemps désintéressée, la DET qui en prend la défense. Raymond Logeais, inspecteur général de l'enseignement technique, défend la logique du regroupement du technique à Grandmont. Il fait valoir que conserver de multiples petits établissements polyvalents ne paraît pas raisonnable car les « appareils industriels » sont coûteux et serviraient peu d'heures dans ces configurations⁶⁷. Plutôt que d'« éparpiller les moyens » dans le renouvellement des équipements vétustes des petits ateliers de collèges techniques, comme ceux de Paul-Louis Courier, le ministère fait le choix de les concentrer dans des locaux neufs et modernes où ils seront plus souvent utilisés ; ce qui fait là aussi écho à des choix identiques dans le supérieur au même moment⁶⁸. L'inspecteur Logeais reprend ainsi l'argument de la rationalité économique qui avait conduit initialement au choix de transférer aussi (et d'abord) les classes préparatoires à Grandmont. Mais alors que la mobilisation des parents d'élèves et de l'administration des lycées du centre-ville, soutenue par le nouveau maire Jean Royer, a finalement raison de ce transfert, le principal de Paul-Louis Courier reste bien isolé dans sa tentative de s'opposer au départ des ateliers industriels de son collège vers le « monstre » Grandmont. L'enseignement technique scolarise un public plus populaire que celui des lycées du centre-ville et des classes préparatoires. Qu'il vienne grossir le nouveau Léviathan scolaire qui se profile en périphérie indigne assez peu l'opinion, plus bourgeoise, qui a porté à la tête de la municipalité le très conservateur Jean Royer. Les enjeux symboliques, sociaux et politiques comptent donc au moins

66 *Ibid.* Un collège commercial près de la gare et un collège industriel au nord sont envisagés mais ne connaissent pas de suite. Le collège de jeunes filles devenu lycée Choiseul déménage dans de nouveaux locaux au nord de la ville en 1972.

67 *Ibid.*

68 Voir par exemple Florence Bourillon, Éléonore Marantz, Stéphanie Méchine, Loïc Vadelorge (dir.), *De l'Université de Paris aux universités d'Île-de-France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

autant que la rationalité économique et budgétaire dans la relocalisation du technique (et seulement du technique) sur le site de Grandmont.

2. L'architecture d'une usine ?

Le qualificatif de « monstre » ne diffuse pas au-delà des débats internes à l'administration scolaire, mais la charge symbolique qu'il représente se retrouve dans celui « d'usine » qui s'impose durablement au sujet de ce vaste établissement qui accueille l'enseignement technique. La presse locale le désigne également comme le lycée « aux mille machines outils »⁶⁹.

La construction sociale de cette réputation doit beaucoup au contexte économique local dans lequel prend place l'ouverture du lycée. En effet, l'agglomération tourangelles s'est tardivement industrialisée. Elle est un pôle de services et de petites et moyennes entreprises qui ignore les grandes concentrations industrielles et ouvrières du nord et de l'est du pays. Or, après la guerre, sa proximité de l'Île-de-France lui permet d'attirer les entreprises qui en sont « chassées » par la politique de décentralisation industrielle. Dès 1950, la Svenska KullagerFabriken (SKF) implante une nouvelle usine de roulements à billes à Saint-Cyr-sur-Loire, dans la banlieue nord de Tours, dans laquelle l'entreprise suédoise emploie 1 600 salariés. En 1961, soit au moment des dernières phases de travaux du lycée Grandmont, le fabricant clermontois de pneumatiques Michelin ouvre une nouvelle unité de production sur un site de 13 hectares à Joué-lès-Tours, dans la périphérie sud de Tours. À vol d'oiseau, cette usine n'est qu'à quatre kilomètres du lycée. Par ailleurs, Jean Marconnet, l'un des deux architectes qui secondent Carlu à Grandmont, a participé aussi, avec l'architecte Bernard-Henri Zehrfuss et l'ingénieur Jean Prouvé, à l'implantation à la lisière des communes de Tours et de La Riche de la nouvelle usine de l'imprimerie Mame, l'une des plus anciennes et plus importantes entreprises industrielles de l'agglomération tourangelles⁷⁰.

La proximité spatiale est rendue encore plus évidente par une certaine familiarité architecturale. En effet, si les longs bâtiments de quatre étages peuvent loger les laboratoires de sciences (et plus tard les machines de bureau des enseignements tertiaires), ils ne conviennent pas pour recevoir les lourdes

69 Archives du lycée, article de la *Nouvelle République*, coupure de presse non datée.

70 Centre d'archives de l'Institut français d'architecture. Fonds Laffaille, Bernard (1900-1955). 206 Ifa. Document AR-11-10-11-01, 1950-1953. En ligne : <http://archiwebture.citechaillot.fr/fonds/FRAPN02_LAFBE/inventaire/document-29463>

machines-outils de l'enseignement technique industriel. Jacques Carlu ajoute donc au sud du lycée mixte un vaste bâtiment plat qui abrite de grands espaces ouverts et éclairés par les longues ouvertures vitrées d'un toit en sheds. Autrement dit, cette partie de la cité scolaire ressemble très fortement aux grandes usines que la décentralisation industrielle conduit à installer également dans la périphérie de l'agglomération tourangelle au même moment. Cette triple proximité, architecturale, temporelle et spatiale, de même que l'ampleur des effectifs qui s'y concentrent – ici d'élèves, là d'ouvriers – contribuent fortement à assimiler le nouveau lycée à ces nouvelles usines. En formant les futurs ouvriers qualifiés et techniciens de ces dernières, il devient en somme l'une de celles-ci. Il existe entre le nouveau lycée et les usines voisines une continuité fonctionnelle qui alimente la symbolique de leur rapprochement lexical.

*

Sur la longue durée, la création du lycée Grandmont de Tours, cité scolaire technique, classique et moderne, paraît bien représentative d'un moment particulier. Tout d'abord, elle se situe aux prémices de la vague de constructions industrielles des années 1960. Sont expérimentées ici des procédures, des solutions techniques et des formes architecturales (tels les longs bâtiments rectilignes de quatre étages) qui se généralisent ensuite, et alors que l'architecte de Grandmont, Jacques Carlu, est devenu architecte en chef de l'Éducation nationale. Dans ce projet piloté par la direction de l'enseignement du second degré, distincte et rivale de celle de l'enseignement technique, la place de l'enseignement technique n'est pas décidée dès le départ et ne s'impose qu'en cours d'élaboration. Son intégration – spatiale ici – au sein d'un grand lycée reflète celle plus générale du technique dans le système éducatif. Elle apparaît comme un symbole fort de la volonté de scolariser l'enseignement technique, qui inspire en partie la réforme Berthoin de 1959. Au cours de cette période, l'État affirme un peu plus sa prise en charge de cet enseignement afin de former des citoyens et non pas seulement des professionnels qualifiés comme peuvent le faire les entreprises. La création de Grandmont concrétise cette aspiration et elle en constitue un jalon significatif. Toutefois, l'insertion du technique aboutit à la création d'un très grand lycée – un « monstre » ou une « usine » – dont la gestion entraîne quelques contraintes. Lors des grandes mobilisations de jeunesse qui eurent lieu une fois le lycée ouvert, de Mai 68 à celles des années 1980, jusqu'aux plus récentes, les lycéens de Grandmont « descendent » rejoindre les manifestations en centre-ville dans des cortèges à la taille de celle de ce lycée

« monstre ». Alors que les effectifs ont continué d'augmenter avec la croissance de la scolarisation, l'Éducation nationale décide en 1977 de scinder la cité scolaire en trois établissements distincts : un collège (Jean-Philippe Rameau), un lycée général et technologique (Grandmont) et un lycée professionnel (Victor Laloux), qui deviennent définitivement autonomes en 1998. Lors de la nouvelle vague de construction de lycées engagée à la fin des années 1980, l'expérience du grand lycée campus n'est pas reproduite. Tours reçoit alors deux nouveaux petits lycées d'environ 1 200 élèves : Jacques de Vaucanson au nord, avec une section d'enseignement technique industriel qui permet que ceux-ci ne soient plus concentrés uniquement à Grandmont, et Jean Monnet au sud. À l'échelle de la ville, comme à celle du pays, les lycées de ce type ne font pas modèle et sont demeurés relativement rares.

Cédric Perrin

Université d'Évry, IDHE.S

cp2002@orange.fr